



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

SOMMAIRE

La SIDI : un investisseur patient et solidaire	4
Carte des partenariats	6
Développer l'accès aux services financiers	8
Soutenir les filières agricoles	12
Accompagner vers l'autonomie	16
Promouvoir la performance sociale et environnementale	20
Diversifier les ressources	24
Développer le portefeuille	26
FEFISOL	28
Gouvernance et équipe	30
États financiers	32
Tableau des partenariats	34

GLOSSAIRE

CA : Conseil d'Administration

CCFD-Terre Solidaire : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire

ESD : Epargne Solidarité Développement

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture

FID : Fonds d'Incitation au Développement

Finance climatique/verte : Recouvre l'ensemble des opérations financières qui visent à favoriser la Transition Écologique et Sociale (TES) et la lutte contre les effets des dérèglements du climat et des écosystèmes.

Fondation ACTES : (Fondation) Accompagner la Transition Économique, Écologique et Sociale

IDH : Indice de Développement Humain. Cet indice statistique évalue le niveau de développement humain dans un pays selon l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Plus l'indice s'approche de 1, plus le pays a un niveau de développement considéré comme élevé.

IMF : Institution de microfinance

- **IMF Tier 1** : IMF de taille importante dont les actifs sont supérieurs à 50 millions de dollars
- **IMF Tier 2** : IMF de taille moyenne dont les actifs sont compris entre 3 et 50 millions de dollars
- **IMF Tier 3** : IMF dont les actifs sont compris entre 1 et 3 millions de dollars
- **IMF Tier 4** : Petite IMF dont les actifs sont inférieurs à 1 million de dollars

Instit. de refinancement : Institution de refinancement

K€ : Milliers d'euros

M€ : Millions d'euros

Muso : Mutuelle de solidarité

Nb : Nombre

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation de Producteurs

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PSE : Performance Sociale et Environnementale

PF : Portefeuille

RDC : République Démocratique du Congo

SPI4 : *Social performance indicators assessment tool for microfinance*, outil d'évaluation de la performance sociale

Structure en consolidation : Structure qui ne génère pas de résultat positif de manière structurelle

TAPSA : Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire

Transition Écologique et sociale (TES) : Démarche institutionnelle visant à l'intégration et la réalisation progressive d'objectifs écologiques et sociaux par la SIDI et ses partenaires.

Chers amis,
Chers actionnaires solidaires,

L'année 2018 a été marquée par la célébration des 35 ans de la SIDI, qui a permis d'enraciner son approche pour une transition écologique et sociale en dialogue avec ses organisations partenaires, qui doit désormais constituer le socle de son action.

En 2018, la SIDI a enregistré de belles avancées partenariales, marquées notamment par le renouvellement de ses participations dans le pourtour méditerranéen et l'Amérique latine, ainsi que par des engagements auprès de nouvelles institutions en Afrique sub-saharienne. Cette croissance du portefeuille permet de répondre à la demande croissante d'appuis financiers solidaires, mais elle occasionne une exposition aux risques plus importante, notamment car la SIDI intervient dans des zones particulièrement vulnérables telles que les pays du Sahel qui connaissent actuellement des situations sécuritaires et économiques préoccupantes.

Dans ce contexte, la SIDI a néanmoins renoué avec des états financiers positifs, après les difficultés conjoncturelles de 2017. Pour autant, elle souhaite assumer clairement et à long terme la redevabilité des ressources mises à disposition par ses actionnaires solidaires, c'est pourquoi les instances de la SIDI ont proposé de prioriser, dans la seconde partie du plan stratégique 2017-2020, les actions visant à renforcer ses capacités à couvrir les risques inhérents à sa mission.

Enfin, l'année 2018 a vu le financement des premiers chantiers d'accompagnement de la Fondation ACTES, sous égide de la Fondation Terre Solidaire, créée par la SIDI afin d'élargir l'offre d'accompagnement à la structuration et à la consolidation des organisations partenaires.

La SIDI poursuit et renforce méthodiquement son action et ceci grâce à votre engagement continu auprès d'elle. Soyez-en vivement remerciés... et encouragés à poursuivre !

Bien amicalement,



Dominique Lesaffre
Directeur Général de la SIDI

La SIDI : un investisseur patient et solidaire

La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est un investisseur solidaire créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables dans les pays du Sud et de l'Est, par la création et le renforcement d'activités économiques individuelles ou collectives.

La SIDI appuie ainsi des acteurs locaux, tels que des institutions de financement et des organisations de producteurs (OP), qui développent des services de proximité à destination des populations exclues des circuits économiques et financiers traditionnels. Son action est double : elle répond à leurs demandes de financement (prêts, participations au capital, garanties) et d'accompagnement pour appuyer leur structuration et consolidation (gouvernance, gestion, stratégie, performance sociale, etc.).

Dans son Plan Stratégique 2017-2020, la SIDI a décidé d'inscrire la dynamique de Transition Ecologique et Sociale (TES) comme démarche centrale de son action et de renforcer son offre d'accompagnement vers les partenaires les plus fragiles afin d'améliorer leur savoir-faire.

La SIDI promeut ainsi une finance au service d'un développement intégral qui soit socialement juste et écologiquement soutenable, reposant sur des valeurs de solidarité, de confiance, d'éthique et de transparence. Ses actionnaires, particuliers et institutionnels, lui donnent les moyens de son action et attendent en échange une plus-value exclusivement humaine, sociale et environnementale.



Pionnière de la finance solidaire en France, la SIDI est aujourd'hui reconnue pour son action et est agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) par l'Etat.



Les parts de capital de la SIDI sont également labellisées depuis 1997 par le comité d'experts indépendants de Finansol.



36 pays
d'intervention



27,3 millions €
investis (au 31/12/2018)



2168 jours
dédiés aux partenaires



6,5 millions
de bénéficiaires finaux



26,7 millions €
de capital

1978 actionnaires

et près de 3500
épargnants solidaires

Les temps forts de l'année

L'événement des 35 ans de la SIDI a été l'occasion de mettre en dialogue les instances, les actionnaires, les alliés de la SIDI et une dizaine de partenaires autour de la transition écologique et sociale vécue au quotidien. Près de 200 personnes ont assisté aux tables rondes publiques qui ont permis d'enrichir les réflexions sur les modalités d'appui à la transition écologique et sociale.



Lors de l'Assemblée Générale de la SIDI, Mme Mieja Vola Rakotonarivo a partagé avec les actionnaires son expérience en tant que Directrice de l'entreprise sociale malgache Nutri'zaza qui assure la préparation et la distribution d'une farine alimentaire à haute valeur nutritive pour lutter contre la malnutrition infantile chronique à Madagascar.

Lancement de la Fondation ACTES, sous égide de la Fondation Terre Solidaire, qui vise à Accompagner la Transition Economique, Ecologique et Sociale des acteurs locaux de développement. Elle permet de financer les projets d'accompagnement, prioritairement en faveur de partenaires de la SIDI.

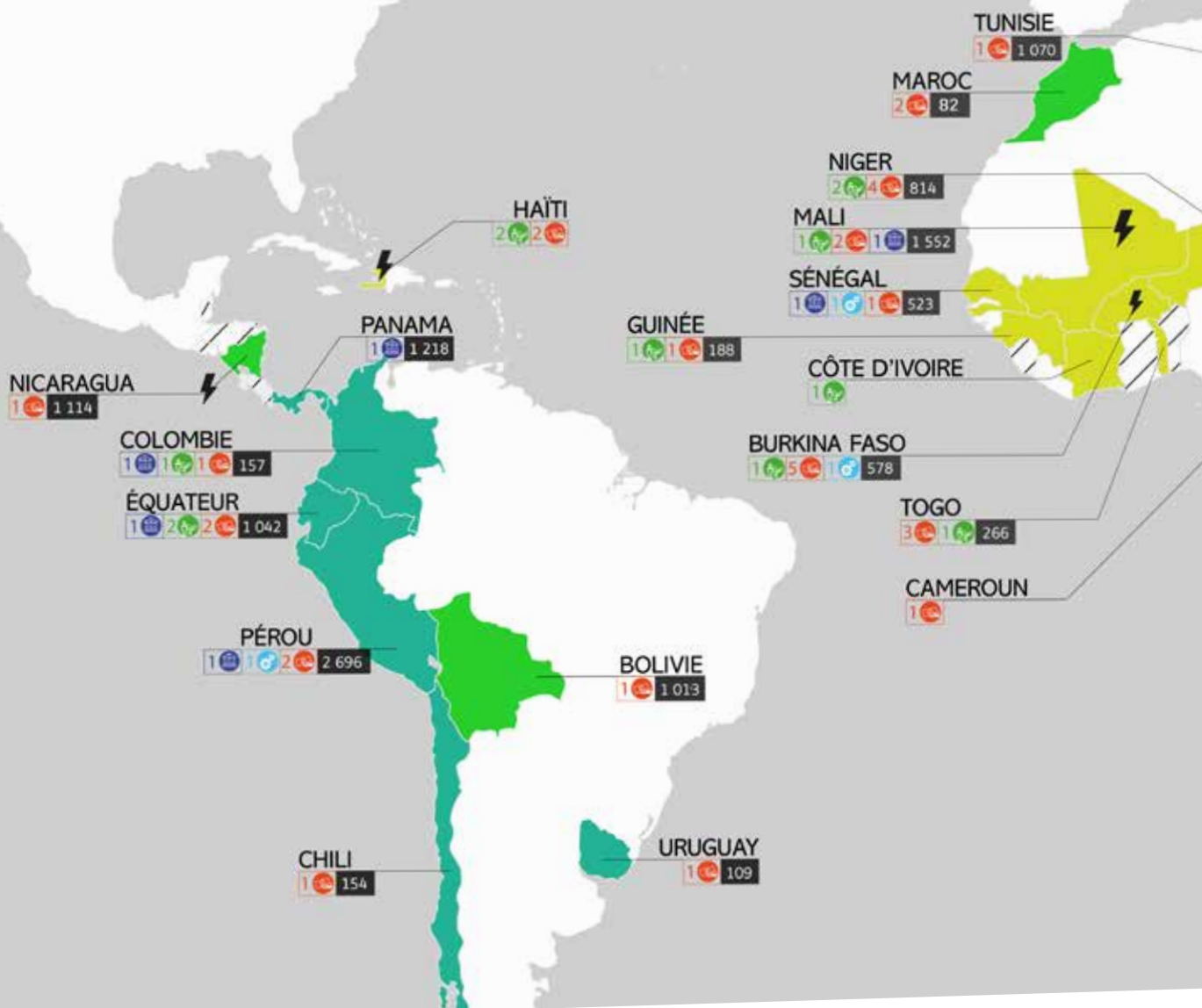


La coopérative de café rwandaise KOPAKAMA lauréate de la 9ème édition des Grands Prix de la Finance Solidaire dans la catégorie Entreprenariat dans les pays en voie de développement, décerné par Le Monde et Finansol. Le jury a récompensé l'action de la coopérative pour l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs de café et pour la réconciliation entre les communautés.

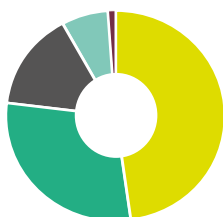
Signature de l'accord pour le lancement du programme TAPSA – Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire et cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD).



Carte des partenariats



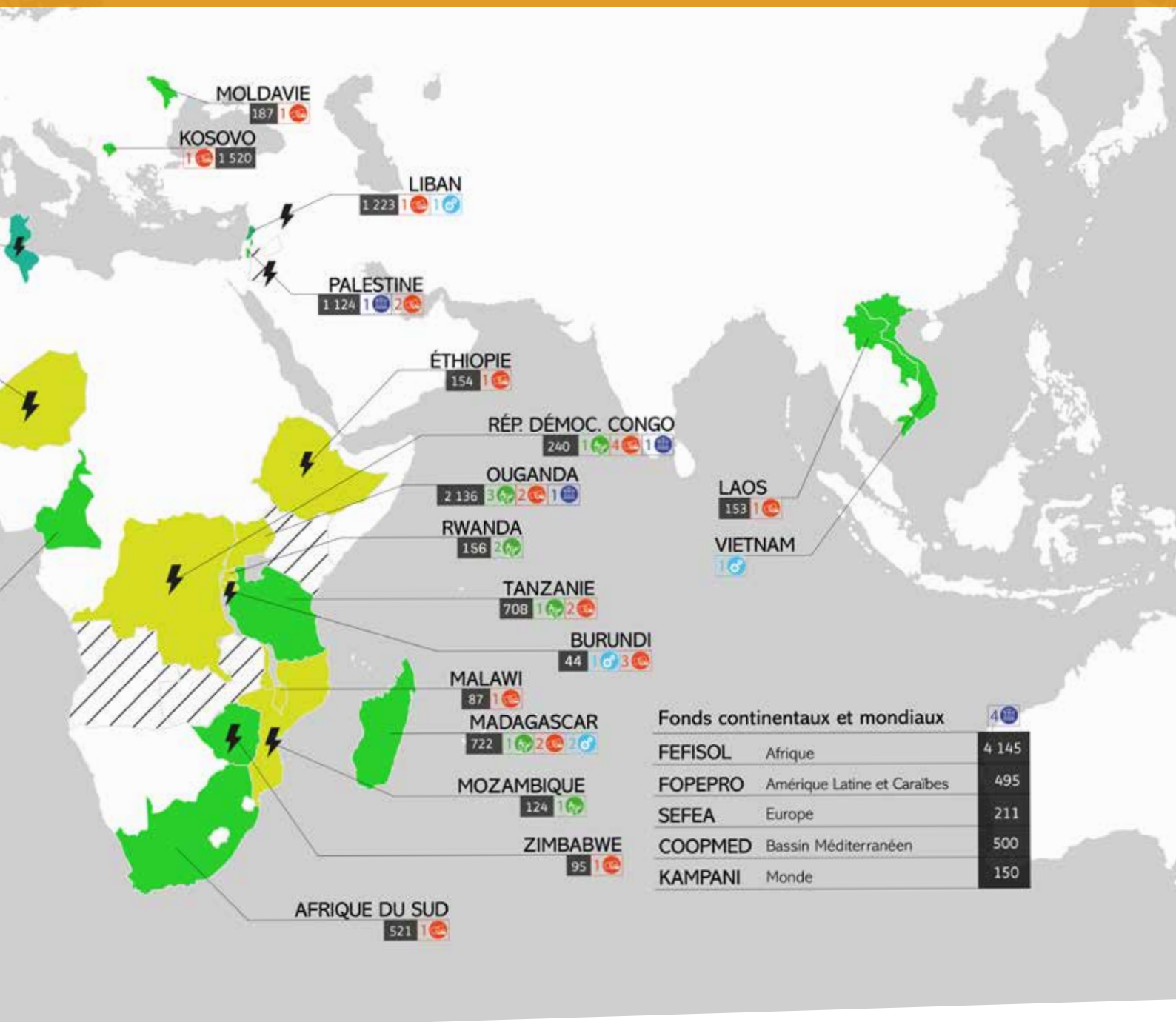
RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE (27,3 M€) PAR RÉGION



- 48 % Afrique Subsaharienne
- 29 % Amérique Latine et Caraïbes
- 15 % Bassin méditerranéen
- 7 % Europe de l'Est
- 1 % Asie



98 partenaires
dont 5 fonds continentaux



Légende

140 Encours de portefeuille de la SIDI par pays (en K€)



Pays en crise



Présence indirecte de la SIDI (via Instit. de refinancement et fonds)



Inclusion financière



Filières agricoles



Entreprise sociale



Instit. de refinancement

Niveaux d'IDH par pays :
Données PNUD, 2016

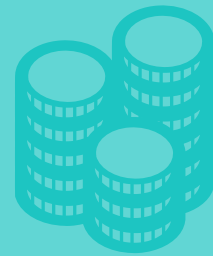
● IDH moyen élevé < 0,7

● IDH moyen faible < 0,5

● IDH très faible < 0,3

(IDH de la France = 0,9)

Développer l'accès aux services financiers



Dans un contexte de professionnalisation et de développement continu des services financiers inclusifs, le modèle d'intervention de la SIDI demeure pertinent pour répondre à des demandes spécifiques qui sont encore à satisfaire. Grâce à la mobilisation de ressources patientes et désintéressées, la SIDI peut proposer des financements adaptés tels que des prêts en monnaie locale, des prises de participation durables, des garanties ainsi que de l'accompagnement sur mesure qui participent à consolider efficacement les institutions tout en garantissant le maintien de leur mission sociale.



552 jours
d'accompagnement



6,2 millions de
bénéficiaires



61 partenaires

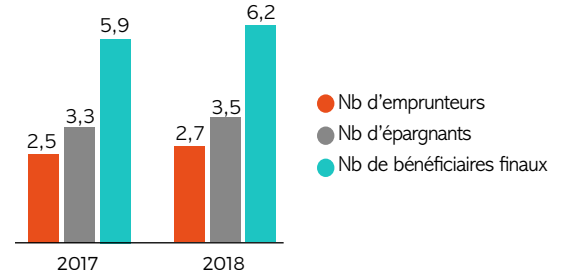


85 %
du portefeuille

56 %

des partenaires sont situés dans des pays à faible bancarisation

Portée des IMF et Instit. de refinancement
(en millions de personnes)



Les IMF partenaires consacrent
84 % de leur portefeuille
au financement d'activités
génératrices de revenus

59 %

des IMF proposent des
services non financiers



HARBU : un premier investissement en Ethiopie

En Ethiopie, Harbu est une institution de financement de proximité à forte vocation sociale créée en 2005 par une ONG locale qui en assure toujours les orientations. Harbu, avec près de 30 000 emprunteurs et 45 000 épargnants, est une IMF relativement petite qui présente l'intérêt de cibler les populations les plus pauvres, par le développement de programmes à forte valeur ajoutée sociale et environnementale : financement des chaînes de valeur agricole, développement de la microfinance verte et appui aux femmes entrepreneures.

La loi éthiopienne ne permet pas aux institutions étrangères de prêter aux organisations locales, ce qui oblige les IMF à se financer soit via la collecte d'épargne, soit auprès des banques locales, qui exigent en contrepartie des garanties classiques. Afin de permettre à Harbu de financer sa croissance tout en diversifiant ses risques, et pour élargir son action à un nouveau pays aux modalités d'investissement très particulières, la SIDI a choisi de garantir à hauteur de 50 % un prêt de 310 000 euros émis par une banque locale pour une durée de 3 ans. Ce partenariat peut sembler modeste à l'échelle d'un pays qui compte aujourd'hui 100 millions d'habitants, mais il s'agit d'une ouverture significative.

Une nouvelle prise de participation au Pérou

ProEmpresa est une IMF de taille moyenne qui dessert 60 000 clients principalement dans les zones rurales et périurbaines du Pérou. Elle a été créée en 1997 pour étendre les activités du réseau national des IDESI, engagé depuis les années 1980 dans le soutien des petits artisans et entrepreneurs informels. ProEmpresa fournit des prêts d'un montant moyen de 1 600 dollars à des clients plus solides et propose également des services d'épargne.

La SIDI a soutenu IDESI Nacional en 2011 en octroyant un prêt participatif de 500 000 dollars sur sept ans pour lui permettre d'augmenter le capital de ProEmpresa tout en restant actionnaire majoritaire. En 2018, ce prêt a été converti en titres de capital de ProEmpresa. La SIDI a acquis des parts de capital pour une valeur de plus d'un million d'euros, et a obtenu le statut d'actionnaire fondateur eu égard à cet appui stratégique rendu en 2011. Cela lui permet d'être représentée au Conseil d'Administration, où elle insiste particulièrement sur les questions de performance sociale et de financement du secteur agricole.

Cet investissement confirme le positionnement social de la SIDI qui s'est engagée auprès de la seule IMF d'envergure au Pérou dont le capital est détenu majoritairement par une organisation locale.



L'appui renforcé au Bassin Méditerranéen

Terre de transit, d'immigration et d'émigration, le Bassin Méditerranéen est au cœur de questions cruciales pour les sociétés européennes. En particulier, la question de son développement doit être posée pour résoudre les déséquilibres Nord/Sud et répondre au défi démographique (avec une population à la fois jeune et sous-employée), dans la perspective d'une hausse de l'aridité. Ce constat a été le prélude à la croissance de l'activité de la SIDI dans la région depuis plusieurs années, ce dont trois engagements importants continuent de témoigner en 2018.

Tout d'abord, la SIDI est entrée au capital du fonds d'investissement COOPMED dédié au Bassin Méditerranéen. Celui-ci a été créé en 2011 à l'initiative du Crédit Coopératif, pour appuyer le développement des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire sur les rives Sud et Est de la Méditerranée, et leur propose des financements à long terme mais aussi de l'appui technique. La SIDI a appuyé COOPMED dès son démarrage en mettant le fonds en lien avec ses partenaires, et a décidé d'y investir notamment parce que le fonds peut cibler des pays où elle n'a pas les moyens d'aller directement, tels que l'Egypte, la Jordanie ou la Syrie. Elle a donc participé à hauteur de 500 000 euros à son augmentation de capital et siègera au Conseil d'administration.

En Tunisie, la SIDI est devenue en 2018 actionnaire de la première IMF du pays, Enda tamweel, marquant ainsi le renforcement d'un partenariat démarré en 2012 par un premier prêt SIDI/FEFISOL, pour appuyer le développement d'une structure efficace à portée nationale, dont la croissance importante n'a pas pesé sur des objectifs sociaux ambitieux.

Enfin, au Liban, Al'Majmoua est l'IMF leader du secteur avec plus de 75 000 clients, qui a pour particularité de fournir des services aux jeunes et aux femmes avec un accompagnement adapté, mais aussi de cibler les réfugiés syriens et palestiniens, alors que la population compte près de 25 % de réfugiés. Afin de soutenir son développement, la SIDI lui a octroyé un prêt d'un million de dollars sur quatre ans pour financer la croissance de son portefeuille, en partenariat avec le fonds d'investissement COOPMED et Whole Planet Foundation.

Un engagement de long terme au Kosovo

Le Kosovo est l'un des seuls pays d'intervention de la SIDI en Europe de l'Est, où elle entretient un partenariat durable avec KRK (Kreditimi Rural i Kosovës), une IMF principalement tournée vers le financement de l'agriculture paysanne. La SIDI est actionnaire minoritaire de l'IMF depuis 2004 et dispose d'un siège à son Conseil d'Administration. Après une situation difficile au début des années 2010, KRK a connu une croissance prononcée depuis lors, en augmentant son nombre de clients et les montants des prêts octroyés, qui passent de 1 500 euros à 2 000 euros et sont d'une durée moyenne de 25 mois. Pour l'appuyer dans son développement, la SIDI a renouvelé son engagement financier en octroyant un prêt de 700 000 euros sur trois ans.

Le Kosovo reste un pays très fragile et de nombreux facteurs entravent son développement social et économique. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant d'environ 3 800 euros par an (Banque Mondiale, 2017), un niveau de chômage très important qui touche principalement les jeunes et un phénomène d'émigration prononcé. Dans ce contexte, y appuyer l'entreprenariat et la petite agriculture

permet de contribuer au développement du tissu économique et social local. Même si KRK a diversifié ses investissements vers le petit commerce et les petites entreprises, l'agriculture représente encore la moitié de son portefeuille qui s'élève à 37 millions d'euros. Le ciblage rural de KRK reste essentiel dans un pays où 60% des habitants vivent en milieu rural.

La SIDI veille à ce que KRK maintienne ses objectifs sociaux en ayant par exemple impulsé la réalisation d'un audit social en 2017 puis la conception d'un système de mesure et de gestion de sa performance sociale. Le soutien patient de la SIDI, tant en financement qu'en accompagnement, a conforté KRK au travers des évolutions et des crises rencontrées.



Soutenir les filières agricoles



Selon la FAO, l'agriculture familiale est le premier « employeur » au monde, qui produit 80% des denrées alimentaires et est gardienne de 75% des terres agricoles. Elle est donc en première ligne pour répondre aux défis économiques, écologiques et alimentaires globaux. Pourtant, les revenus qu'elle génère ne permettent souvent pas de garantir une sécurité économique aux petits paysans. La SIDI soutient ainsi les circuits alimentaires locaux, ou qui génèrent une forte valeur ajoutée locale, pour le développement économique et social des zones rurales. Elle choisit de travailler avec des organisations de producteurs (coopératives agricoles, fédération de producteurs...) engagées dans le renforcement des capacités des agriculteurs. Ces organisations ont des besoins de financements spécifiques car elles sont faiblement soutenues par les banques et souvent délaissées par les États au profit d'une stratégie d'importations de denrées alimentaires. La SIDI privilégie l'appui aux acteurs engagés dans le commerce équitable et les accompagne également dans l'adoption de pratiques agricoles durables et résilientes.



91 168 petits producteurs soutenus



15 % du portefeuille



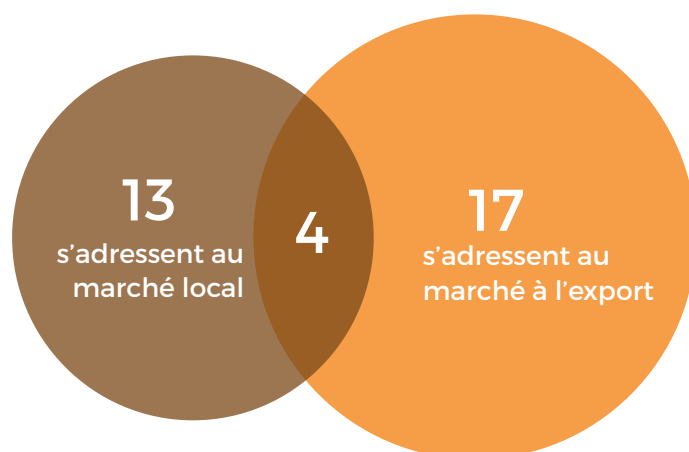
32 partenaires



311 jours d'accompagnement



Sur 26 OP et entreprises sociales partenaires :





L'investissement dans la filière café au Rwanda

Le café rwandais est mondialement reconnu pour ses qualités gustatives et aromatiques. La filière emploie environ 335 000 personnes et a généré 24% des exportations agricoles en 2018. Dans un pays où les indicateurs économiques affichent de bons résultats depuis plusieurs années, les inégalités restent encore prégnantes. La grande majorité des Rwandais vivent en zone rurale où les niveaux de pauvreté sont les plus élevés. C'est pourquoi investir dans la filière du café est une porte d'entrée intéressante pour augmenter les revenus des petits producteurs et développer les territoires ruraux.

Par l'intermédiaire du Fonds FEFISOL, la SIDI continue de soutenir KOPAKAMA et ABAKUNDAKAWA, deux coopératives de café situées respectivement à l'Ouest et au Nord du pays et qui ont une grande partie de leur production certifiée agriculture biologique. En 2018, FEFISOL a financé les campagnes de ces coopératives pour un montant de 350 000 dollars.

L'année 2018 marque également l'entrée de la coopérative ABAKANGUKIYEKAWA (ABKC) au portefeuille de la SIDI. Depuis 2005, ABKC se dédie à l'achat et à la transformation de la cerise de café en café vert pour son exportation. Un crédit de campagne d'un montant de 100 000 dollars a été octroyé par la SIDI sur une durée de 10 mois pour lui permettre d'acheter les cerises de café au moment de la récolte et de rembourser le prêt à la suite de la vente du café transformé.

Ces trois OP sont labellisées Commerce Équitable, ce qui leur permet d'augmenter le revenu des producteurs. Elles sont par ailleurs soucieuses de la préservation et de la protection des sols et favorisent la diversification des cultures, incluant des cultures vivrières et des fruits.

79 %

des OP appuient techniquement ou financièrement leurs membres pour qu'ils adoptent des pratiques agricoles durables

42 %

des OP sont certifiées Commerce Équitable

29 %

des OP commercialisent des produits labellisés Agriculture Biologique

L'appui aux filières vivrières avec FUCOPRI au Niger

La culture vivrière est pratiquée en vue de sa consommation alimentaire locale (que ce soit en autoconsommation ou pour la commercialisation locale), en comparaison aux filières dites d'exportation. Au Niger, le développement des filières vivrières est un enjeu de taille pour pouvoir répondre à l'augmentation de la demande locale liée à l'urbanisation rapide et à la forte croissance démographique. Pourtant, investir dans le vivrier au Niger comporte de nombreuses difficultés en raison de l'isolement et de la dispersion des producteurs, de l'insécurité croissante et des risques climatiques.

Dans ce contexte, la SIDI accompagne depuis 2015 la Fédération des Unions de Coopératives de Producteurs de Riz (FUCOPRI). La FUCOPRI a démarré ses activités en 2001 et regroupe 15 Unions (9 Unions de coopératives, 4 Unions départementales de femmes étuveuses et 2 Unions mixtes), qui rassemblent près de 32 000 membres. La fédération organise et facilite la production, la transformation et la commercialisation du riz au Niger. Elle se base sur l'agriculture familiale (parcelles de 0,25 hectares en moyenne) afin de garantir des revenus supplémentaires aux membres et

d'assurer la sécurité alimentaire du pays. En effet, la fédération travaille avec l'Office des Produits Vivriers du Niger qui lui achète du riz brut afin de le conserver dans des magasins de stockage d'Etat et d'organiser sa distribution en cas de crise alimentaire.

Elle a su évoluer en faisant le choix stratégique d'inclure l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur, notamment par l'appui aux acteurs de la transformation du riz (facilitation de l'approvisionnement en riz brut, accès au crédit, formations...).

La SIDI finance les campagnes de la FUCOPRI depuis plusieurs années et a renouvelé son engagement en 2018 par l'octroi d'un prêt d'un montant total de 48,5 Millions de Francs CFA (environ 74 000 euros). Ce prêt « sur mesure » est spécifiquement destiné à financer deux unions départementales de femmes étuveuses pour leur permettre d'acheter du riz brut lors de la récolte et de pouvoir ensuite le transformer (décorticage, étuvage) en vue de sa commercialisation. Les étuveuses font partie intégrante de la stratégie de la FUCOPRI en raison de leur capacité à contribuer de manière significative (environ 33%) à la commercialisation du riz blanc (transformé) produit par les membres.





Le financement des filières cacao et café

Dans son plan stratégique 2017-2020, concernant les filières agricoles, la SIDI s'est fixée comme objectif de financer à 15% des organisations paysannes produisant des cultures vivrières, le reste étant dévolu au financement des cultures dédiées à l'export. C'est pour réduire son propre risque, mais aussi pour répondre à la demande de diversification des revenus des paysans que la SIDI s'est ainsi orientée vers le financement des cultures de rente dont les marchés sont à l'exportation.

Dans ce domaine, la SIDI finance en majorité les filières café et le cacao, deux cultures qui présentent plusieurs avantages malgré les fluctuations de prix auxquels elles sont soumises. Tout d'abord, la labellisation équitable de ces filières est très développée. Cela représente un intérêt économique pour les producteurs, avec une meilleure garantie sur les prix, la prime équitable et des exigences environnementales de plus en plus strictes. Les labels équitables permettent également à la SIDI de dialoguer avec des coopératives qui ont montré une certaine solidité par leur capacité à se labelliser, et permet de nouer des alliances avec les importateurs, facteur de sécurisation des prêts octroyés. Ensuite, le café et le cacao poussent d'autant mieux qu'ils sont plantés en polyculture, ce qui permet de sécuriser l'alimentation des familles en garantissant la

résilience des écosystèmes locaux. Enfin, ces cultures nécessitent des besoins de financement importants, qui ne sont pas couverts par des banques locales.

Depuis qu'elle finance la production et la transformation de café et de cacao, la SIDI a développé une expertise sur le fonctionnement et les risques de ces filières. Elle a donc choisi de renforcer son appui à ces deux filières d'exportation tout en gardant une attention particulière quant au respect des écosystèmes, à l'intégration des femmes et des jeunes, et à la réalité de leurs effets positifs sur les conditions de vie dans les zones rurales.

81 %
des crédits octroyés
aux OP en 2018 sont
des prêts de campagne

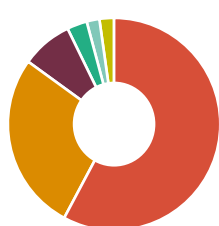
Accompagner vers l'autonomie



La SIDI considère que sa mission d'accompagnement est indissociable de l'investissement solidaire pour répondre à son objectif de pérennisation et de développement de ses partenaires. Ainsi, si les activités d'identification et de suivi financier des partenaires font partie de la mission classique d'investissement, l'équipe des Chargés de Partenariats consacre un effort supplémentaire à l'accompagnement des partenaires, structuré autour de trois approches :

- l'accompagnement personnalisé, qui consiste en une veille et un dialogue régulier avec l'équipe dirigeante de l'organisation, permettant de l'appuyer au fil des besoins et de renforcer ses capacités,
- l'appui technique, qui répond à un besoin spécifique de l'institution et concerne en majorité la professionnalisation de l'activité, la stratégie, l'organisation interne et la gestion de la performance sociale,
- l'appui à la gouvernance, qui se traduit par une participation active de la SIDI au Conseil d'Administration des structures dont elle est actionnaire, au sein duquel elle défend notamment l'équilibre entre viabilité institutionnelle et mission sociale.

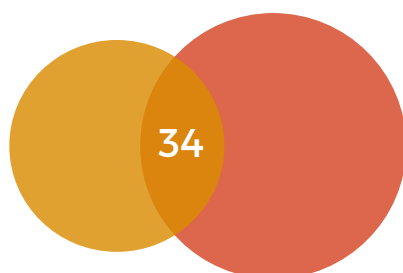
RÉPARTITION DE L'ACCOMPAGNEMENT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



58 %	Afrique Subsaharienne
27 %	Amérique Latine et Caraïbes
8 %	Bassin méditerranéen
3 %	Europe de l'Est
2 %	Asie
2 %	Monde

NOMBRE DE PARTENAIRES FINANCÉS ET ACCOMPAGNÉS

43
partenaires
accompagnés



75
partenaires
financés



893 jours
dédiés à
l'accompagnement



48 partenaires

28 sièges au Conseil
d'Administration

En 2017, la SIDI a créé la Fondation ACTES (ACcompagner la Transition économique, Ecologique et Sociale), sous égide de la Fondation Terre Solidaire, pour dégager des ressources nouvelles pour l'accompagnement d'acteurs locaux dans quatre domaines : répondre aux situations de fragilité, appuyer des pratiques agroécologiques, développer les services financiers en milieu rural enclavé et enfin accompagner la mesure de la performance sociale. Selon sa mission d'intérêt général, la Fondation ACTES finance des chantiers d'accompagnement susceptibles de pérenniser et de renforcer l'appui aux populations vulnérables dans les pays en développement.

En 2018, ce sont ainsi neuf projets pour lesquels le Comité de Fondation a approuvé le financement, pour un engagement total de 370 000 euros. La fondation a par exemple financé un projet de recherche de nouveaux partenaires financiers pour le fonds de garantie Palestinien Daman afin de lui permettre de mieux couvrir le risque politique subi par les IMF locales.

Un projet d'accompagnement a également été financé pour aider l'IMF malgache Vahatra à se conformer à la nouvelle loi sur la microfinance qui l'oblige à changer de statut institutionnel.

ACTES s'est aussi engagée en Equateur en permettant à la banque sociale BanCodesarrollo d'organiser des ateliers d'informations sur les enjeux de la finance climatique. Ce projet a permis de sensibiliser des représentants de coopératives d'épargne et de crédit faisant partie du réseau afin d'impulser la création de nouveaux produits pour la transition écologique et sociale.

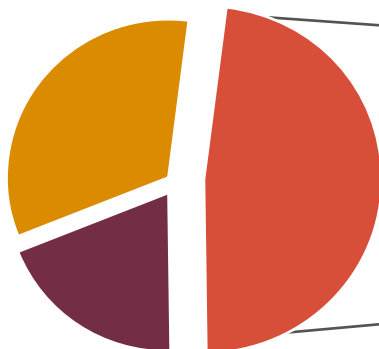
Se former pour améliorer les compétences de l'équipe

La SIDI s'est fixée pour objectif prioritaire d'inscrire la Transition Ecologique et Sociale comme démarche centrale de son activité. Pour y parvenir, des groupes de travail ont été constitués pour faciliter les échanges et les réflexions sur des sujets tels que les pratiques agricoles durables ou les énergies renouvelables : ces deux groupes ayant produit des rapports qui permettront à la SIDI de mieux se positionner en 2019.

L'équipe a également bénéficié de formations sur la finance verte et l'agroécologie, deux questions centrales pour la Transition Ecologique et Sociale, mais également sur la microassurance agricole, l'accompagnement à la performance sociale et environnementale, et enfin sur la tarification responsable et la finance digitale, afin d'accompagner au mieux les partenaires qui sont en demande d'appui sur ces nouveaux enjeux.

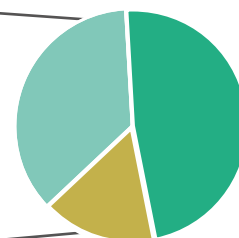
Un accompagnement diversifié

Répartition du nombre de jours
dédiés aux partenaires



48 % Accompagnement
33 % Identification
19 % Suivi financier

Répartition du nombre de jours
dédiés à l'accompagnement des
partenaires



48 % Participation à la gouvernance
36 % Accompagnement personnalisé
16 % Appui technique

Structurer la finance communautaire : les Muso au Burkina et en RDC

La SIDI œuvre depuis plus de vingt ans pour le développement de la finance communautaire, notamment via la méthodologie des Mutuelles de Solidarité (Muso), dans des zones reculées et/ou à risques. Ce système, basé sur la constitution de groupes solidaires d'épargne-crédit, donne accès à des services financiers dans des zones où la microfinance ne peut se développer en raison de coûts de transaction ou de risques trop élevés.

L'année 2017 avait été marquée par une étude de terrain au Burkina et en RDC, qui confirmait la pertinence de l'outil, tout en posant la question du ou des modèles à utiliser afin que les organisations promotrices puissent durablement accompagner, voire refinancer les groupes.

Au Nord du Burkina, la Muso est conçue par son promoteur, l'UBTEC, comme un complément à son réseau de caisses d'épargne-crédit. Le programme de développement des Muso se poursuit, soutenu par un financement de l'ONG SOS Faim et un appui technique de la SIDI : ce sont aujourd'hui près de 700 groupes qui sont accompagnés. L'insécurité croissante dans la zone menace cependant la capacité des animateurs à faire leurs tournées. Les Muso peuvent pourtant permettre de fournir des services financiers là où certaines caisses sont déjà fermées, à condition que l'UBTEC adapte ses outils de suivi et ses procédures pour faire face à ce risque.

En RDC, au Sud-Kivu, la SIDI a également appuyé plusieurs organismes promoteurs de Muso, dans l'identification des groupes et la collecte de données, mais aussi concernant le suivi administratif des financements et enfin la caractérisation des membres.

Au Nord-Kivu enfin, la SIDI poursuit son travail d'accompagnement à la structuration auprès de la

CCRD. Cette organisation de refinancement, créée par les Muso elles-mêmes, poursuit son travail d'autonomisation institutionnelle et développe de nouveaux produits, en particulier le prêt scolaire. En 2018, la CCRD a renforcé son soutien au travail d'animation des Muso, et a pu financer, grâce à des moyens octroyés par la SIDI, des ateliers réguliers avec tous les animateurs qui leur permettent notamment d'échanger entre pairs sur leurs pratiques.

La Muso est un outil d'organisation sociale, avant d'être un outil financier, d'autant qu'il permet de structurer les groupements, et donc de fournir plus efficacement d'autres services tels que l'alphabétisation, la formation, l'appui à l'agriculture... Pour la SIDI, le défi est donc double : il s'agit à la fois de trouver avec les partenaires la meilleure organisation possible pour accompagner efficacement les groupes locaux, tout en considérant qu'il n'est pas évident de trouver pour eux un modèle économique pérenne. Il convient donc de trouver des bailleurs disposés à les appuyer : la Fondation ACTES a d'ailleurs approuvé un premier projet d'appui pour la formation de 25 animateurs de Kabare, au Sud Kivu.

Ciblage et portée des Muso

87 278

membres de Muso

60 %

des membres de Muso
sont des femmes



INTERVIEW

L'accompagnement à la transition institutionnelle de l'IMF CECAW au Cameroun

L'IMF CECAW au Cameroun a été créée en 1998 pour apporter des services financiers aux artisans, aux agriculteurs et aux petits commerçants informels ne présentant aucune garantie. Natasha Olmi, Chargée de Partenariats à la SIDI, coordonne le travail d'accompagnement pour la transformation institutionnelle de l'IMF CECAW. Nous revenons avec elle sur les spécificités de cet accompagnement.

• En quoi a consisté le travail d'accompagnement de la SIDI pour CECAW ?

La coopérative d'épargne et de crédit CECAW a entamé depuis 2016 un chantier de transformation institutionnelle en Société Anonyme pour se conformer à la nouvelle réglementation de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale. La SIDI l'a accompagnée dans ce projet en vue de participer au capital de la future société. Le chantier d'accompagnement a revêtu plusieurs formes : un coaching de la direction mené par la chargée de partenariats et l'appui d'un consultant bénévole pour la structuration juridique de la nouvelle entité. Un financement de la Fondation ACTES a également permis de faire appel à un cabinet de conseil local pour l'élaboration du plan d'affaires de l'IMF. Suite à ce travail, la CECAW est quasiment prête à déposer son dossier d'agrément à la Commission Bancaire.

• Pour une IMF moyenne telle que CECAW, quels sont les principaux défis à relever pour aboutir à une transformation institutionnelle réussie ?

Le défi le plus important est de conserver, dans la future société, la mission sociale initiale de la CECAW. Un autre défi de taille est la mise en conformité prudentielle et réglementaire. En effet, les règles prudentielles pour les sociétés sont plus exigeantes que pour les coopératives (capital minimum, organisation interne, système d'information et de gestion, etc.). Enfin, parallèlement au chantier de transformation institutionnelle mené par la CECAW, la direction doit s'assurer que les activités de microfinance

continuent de se dérouler sans encombre, dans un marché compliqué (menace sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun, incendies de marchés à Douala,...).

• Pourquoi la SIDI n'a pas proposé d'appui financier en complément de l'accompagnement mené pour appuyer son développement ?

La CECAW dispose de ressources financières importantes grâce aux dépôts de ses 34 000 membres. L'épargne de ses membres lui permet ainsi de financer son portefeuille de crédit. Par ailleurs, la situation patrimoniale de la CECAW (capital social faible du fait de son statut coopératif) limite le potentiel de croissance de son portefeuille de crédit. Il existe en effet des règles prudentielles assez contraignantes en la matière. Ainsi, la CECAW n'avait pas besoin de ressources en dette pendant cette période.

• En passant de coopérative à société commerciale, comment la CECAW compte-t-elle préserver sa mission sociale ?

Cette interrogation est au cœur des préoccupations de la Direction et du Conseil d'Administration de la CECAW. Afin de pérenniser la mission sociale de l'institution, la CECAW a décidé d'inviter les anciens coopérateurs à investir dans la nouvelle société. Les clients et le personnel réunis dans des associations seront ainsi actionnaires et représentés au Conseil d'Administration de la société. Le choix de la CECAW d'inviter la SIDI à l'accompagner dans ce chantier est également guidé par le partage d'une même vision de la microfinance : sociale et éthique. Enfin, la CECAW a prévu de réaliser un audit social (SPI4) en 2019 afin d'élaborer un plan d'action pour formaliser sa mission sociale et perfectionner ses pratiques en la matière.



Natasha OLMI

Chargée de Partenariats
à la SIDI

Promouvoir la performance sociale et environnementale

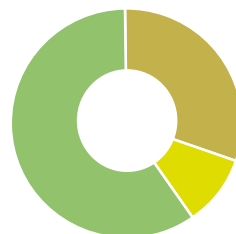


La performance sociale et environnementale mesure le niveau d'efficacité des activités mises en œuvre par la SIDI et ses partenaires afin d'atteindre leurs objectifs sociaux. Pour l'évaluer, la SIDI a mis en place un système de suivi à deux niveaux. Premièrement, elle analyse la qualité d'engagement de ses moyens, apportés par la Chaîne de Solidarité Financière, qui permettent de fournir des ressources patientes, de cibler des institutions qui n'ont pas encore atteint leur équilibre financier ou qui sont situées dans des zones enclavées et/ou en crise. Deuxièmement, elle s'assure de la performance sociale et environnementale de ses partenaires qui doivent pouvoir, dans le respect de leur viabilité économique, disposer de pratiques responsables, cibler des populations peu desservies et leur fournir des produits et services permettant leur sécurisation économique et sociale.

Un ciblage orienté vers les populations vulnérables ou isolées

48 %
des bénéficiaires sont
des ruraux et **49 %**
sont des femmes

ZONE D'INTERVENTION DES PARTENAIRES (en % du nombre de partenaires)

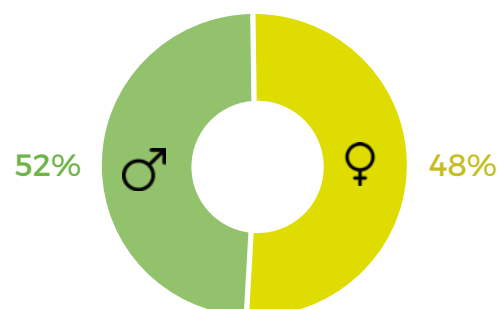


60 % Rurales
(+ de 60% des bénéficiaires sont ruraux)
30 % Urbaines
(- de 20% des bénéficiaires sont ruraux)
10 % Mixtes
(entre 20 et 60% des bénéficiaires sont ruraux)

La contribution à la création d'emplois

17 707
personnes employées par
les partenaires de la SIDI
653 emplois
créés en 2018

RÉPARTITION DES EMPLOYÉ.E.S PAR GENRE





Les 35 ans de la SIDI : les défis de la mise en œuvre de la transition écologique et sociale

En novembre 2018, à l'occasion de son 35^{ème} anniversaire, la SIDI a réuni ses instances, ses alliés, son équipe opérationnelle et quelques-uns de ses partenaires pour travailler sur l'adaptation des outils de financement solidaire afin de répondre au mieux aux besoins des partenaires dans la mise en œuvre de la transition écologique et sociale.

Les témoignages des partenaires de la SIDI ont révélé qu'ils sont déjà confrontés aux effets du dérèglement du climat et des écosystèmes, les plus touchés étant ceux qui agissent en milieu rural et en lien avec les activités agricoles. Face à cette menace, ils ont commencé à développer des solutions concrètes pour permettre à leurs bénéficiaires de s'y adapter, comme le rallongement de la durée des crédits ou la bonification des activités « vertes ». Mais le manque de moyens humains et financiers se fait sentir pour passer à une autre échelle.

Dans ce contexte, il incombe à la SIDI d'être en mesure d'accompagner au mieux ses partenaires dans ce processus de transition par un appui renforcé et de qualité. Cela s'est traduit dès 2018 par l'organisation de formations à l'agroécologie et à la finance verte à destination de l'équipe salariée pour lui permettre d'améliorer sa compréhension des enjeux sur le terrain. La Fondation ACTES, sous égide de la Fondation Terre Solidaire, permet également à la SIDI de mobiliser des ressources complémentaires pour répondre à cette demande accrue d'appui technique. En 2018, sur les cinq projets d'appui pour la transition écologique et sociale des organisations partenaires, deux projets ont été financés grâce à la Fondation ACTES.

41%

des partenaires ont organisé des ateliers de sensibilisation aux questions environnementales pour leurs membres ou clients

12 partenaires

utilisent des sources d'énergie renouvelable

12 IMF partenaires

proposent des prêts pour l'achat d'équipement de production d'énergie renouvelable



L'accompagnement à la gestion de la PSE : Ishaka au Burundi

Ishaka est une IMF burundaise créée en 2010 afin de répondre aux besoins de financement des populations pauvres, notamment rurales, du diocèse de Bururi au Sud du pays. La SIDI a participé au projet de création de la structure, qui visait à pérenniser un programme d'appui lancé par l'ONG COPED (partenaire de la SIDI), et en est devenue actionnaire avec un siège au Conseil d'Administration.

Malgré un environnement difficile (ciblage rural, situation politique complexe), Ishaka touche aujourd'hui près de 23 000 épargnants et 5 000 emprunteurs, parmi lesquels elle finance des groupes solidaires mais aussi des Mutuelles de Solidarité.

En 2018, considérant que la seule caractérisation de la clientèle pauvre ne suffisait pas, Ishaka a souhaité disposer d'un accompagnement de la SIDI pour se doter d'indicateurs visant à l'aider à mieux cibler sa clientèle et à atteindre ses objectifs sociaux.

La SIDI a conduit un premier diagnostic à l'aide de l'outil SPI4, dont les conclusions ont servi de base à l'élaboration d'une grille d'indicateurs intégrant par exemple la part de clients ruraux, de femmes, de groupements, permettant au CA

de mesurer précisément l'atteinte des objectifs sociaux d'Ishaka.

Fin 2019, après une année d'utilisation de cette grille, une première analyse de l'évolution des indicateurs sociaux permettra au CA de proposer des changements de pratiques pour améliorer la performance sociale de la structure.

La SIDI a appuyé le suivi
de la PSE en CA chez
22 de ses partenaires

31 % des partenaires
suivent leur performance
sociale et **10 %**
d'entre eux suivent
leur performance
environnementale

La transition de la SIDI en interne : les avancées de l'année

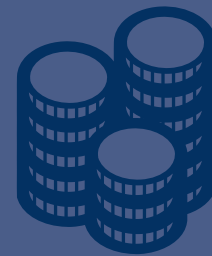
Afin d'être en ligne avec l'objectif stratégique d'appui à la transition écologique et sociale de l'ensemble de sa chaîne de solidarité financière, la SIDI a engagé un processus d'évolution interne de ses pratiques.

Un groupe de travail composé de salariés de la SIDI a ainsi été créé pour se consacrer à cette question. Le bilan réalisé révèle que la SIDI a une consommation annuelle d'eau et d'électricité conforme à la moyenne nationale. En revanche, les émissions de CO₂ par collaborateur sont fortement supérieures à la moyenne, ce qui s'explique par les missions de suivi et accompagnement que la SIDI mène auprès de ses partenaires. Sur la base de cette étude, un plan d'actions a été réalisé en collaboration avec l'ensemble des salariés, et plusieurs initiatives ont déjà été mises en œuvre afin de réduire l'empreinte écologique de la SIDI. Tout d'abord, un travail de sensibilisation à destination des salariés a été mené pour l'adoption de pratiques éco-responsables au bureau. Depuis octobre 2018, les locaux de la SIDI sont alimentés en électricité verte fournie par Enercoop, une coopérative qui fournit de l'énergie renouvelable

produite par des petits producteurs (particuliers, PME et collectivités locales). Enfin, une base de données a été réalisée afin d'analyser tous les déplacements en avion liés aux missions, qui permettra de réfléchir à la manière dont la SIDI pourrait réduire ses émissions de CO₂, sans pour autant remettre en cause sa mission d'accompagnement.



Diversifier les ressources



Depuis sa création, la SIDI est au cœur d'une Chaîne de Solidarité Financière, qui lui donne les moyens d'une action durable et adaptée aux besoins de ses partenaires, par des financements patients et en partage de risque, comme un accompagnement adapté aux enjeux et contextes locaux.

Pour s'assurer de la meilleure utilisation de ses ressources solidaires, par nature limitées, la SIDI veille tout d'abord à l'équilibre de son modèle, et donc à la croissance respective des ressources financières par rapport aux ressources solidaires d'accompagnement. Elle s'emploie en outre à les compléter par effet de levier, grâce à la mobilisation de son réseau de parties prenantes et d'alliés.

Développer les revenus du portefeuille

Ces dernières années, la SIDI a pris la mesure de l'évolution de son modèle économique, constatant la stagnation des ressources solidaires issues du Fonds Commun de Placement « Faim et Développement », et a contrario la croissance régulière de son portefeuille.

Aussi, pour consolider la mise en œuvre de son métier, la SIDI assume-t-elle de pouvoir disposer de revenus financiers issus de son portefeuille, sans préjudice pour sa mission sociale. Cela se traduit tout d'abord par une politique de prêt qui, depuis 2015, ne vise plus à se différencier de la concurrence par son coût, mais plutôt par ses conditions d'octroi : la SIDI n'applique pas de proportionnalité systématique entre le risque estimé et le taux ; et elle ne demande que très rarement de garanties financières. Pour autant, la SIDI pratique des taux en ligne avec ceux que les autres fonds ou banques locales proposent, ce qui par ailleurs permet aux partenaires de passer plus facilement d'un financement de la SIDI à un financement plus commercial.

De même, la SIDI fait le choix de se maintenir au capital de structures partenaires qui affichent croissance et rentabilité. Outre le fait que bien

souvent le mandat d'investisseur social de la SIDI reste apprécié des instances locales, ce maintien au capital permet de générer des recettes pour la SIDI : en 2018, ce sont sept structures qui ont ainsi distribué des dividendes, pour un total de 758 000 euros, parmi lesquels cinq sont des partenaires historiques (plus de 10 ans) de la SIDI qui récolte ainsi les bénéfices d'investissements patients.

En 2018, les revenus du portefeuille (dividendes et intérêts) se sont élevés à 1,5 millions d'euros, soit 5,5% du portefeuille, un ratio assez stable depuis trois ans qui témoigne non pas d'une inflexion de la mission sociale de la SIDI, mais plutôt d'une saine gestion de ses ressources solidaires.

6,7 millions €
négociés auprès de bailleurs
pour les partenaires



Développer les alliances

En 2018, malgré la disparition de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune qui a pesé sur les souscriptions émanant de particuliers, le capital de la SIDI a crû de près de 1,7 millions d'euros.

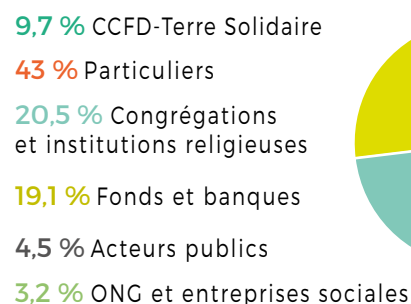
167 actionnaires individuels ont souscrit des parts du capital, parmi lesquels 55 nouveaux, et ils ont contribué à près de 70% de cette hausse avec 1,1 millions d'euros. La plupart des actionnaires individuels sont réunis dans une association, Epargne Solidarité Développement (ESD), qui leur permet de peser, collectivement et démocratiquement, dans la gouvernance de la SIDI, dans laquelle ils restent particulièrement attentifs au respect de sa vocation sociale.

Le fonds d'épargne salariale solidaire FCP Finance et Solidarité géré par Amundi a quant à lui renouvelé sa confiance à la SIDI, apportant 500 000 euros complémentaires. De même pour la banque éthique italienne Banca Etica, qui a augmenté sa participation de 100 000 euros, dans le cadre de son partenariat innovant avec la SIDI qui permet à cette dernière de disposer en outre d'une ligne de crédit pour le financement de ses partenaires. Enfin, la SIDI se réjouit d'avoir vu entrer à son capital l'ONG luxembourgeoise SOS Faim, très engagée dans les mêmes domaines d'intervention que la SIDI, France Active Investissement, spécialisée dans le financement d'entreprises solidaires françaises, et enfin la NEF, coopérative financière pour l'appui aux entreprises sociales, environnementales et culturelles en France. L'entrée au capital de ces trois structures, reconnues dans le secteur du développement et de la finance solidaire, consolide la SIDI dans sa mission, et participe d'un vaste mouvement de collaboration renforcée entre acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Le travail en alliances de la SIDI consiste également pour l'équipe opérationnelle à négocier dès qu'elle le peut des ressources complémentaires pour le bénéfice des partenaires. En 2018, cette thématique d'appui a représenté 5% du temps de l'équipe dédié aux partenaires. Cette tâche difficile, parce que longue et parfois hasardeuse, a porté ses fruits et a permis d'obtenir 5,7 millions d'euros de prêts pour le compte de quatre partenaires (BMS-SA, CRG, Kafo Jiguinew et Kawa Kabuya), ainsi que 1,05 millions de subventions pour le CRG, l'UBTEC et VIIM Baoré.

Enfin, la SIDI a maintenu une présence active dans les réseaux d'acteurs dont elle est membre. L'année 2018 a notamment été marquée par la fusion de deux réseaux de microfinance africains, le réseau MAIN (Microfinance African Institutions Network) dont la SIDI est membre fondateur et le réseau AMT (African Microfinance Transparency). Les deux structures ayant des objectifs et missions similaires, leur fusion permettra une plus grande efficacité dans leur fonctionnement : échanges entre pairs, promotion de pratiques responsables et transparentes, et formation des personnels.

RÉPARTITION DU CAPITAL DE LA SIDI 26,7 M€ au 31/12/2018



Développer le portefeuille

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de la SIDI s'élève à 27,3 millions d'euros, en hausse de 7% par rapport à 2017. Une nouvelle fois, ce portefeuille se caractérise par de nombreux mouvements, avec sur l'année 8 millions d'euros d'investissements concernant 25 partenaires, dont huit nouveaux. Les flux de désinvestissement ont quant à eux représenté 6,4 millions d'euros, concernant notamment six structures avec lesquelles la SIDI n'a désormais plus de relation.

Une prise de risque assumée mais raisonnée

La SIDI se donne pour exigence d'assumer le risque inhérent à sa mission d'investisseur solidaire, tout en veillant au maintien de ses équilibres financiers afin d'assurer la stabilité et la pérennité de son activité. Dans cette perspective, la SIDI veille à l'équilibre de son portefeuille et à la diversification des risques.

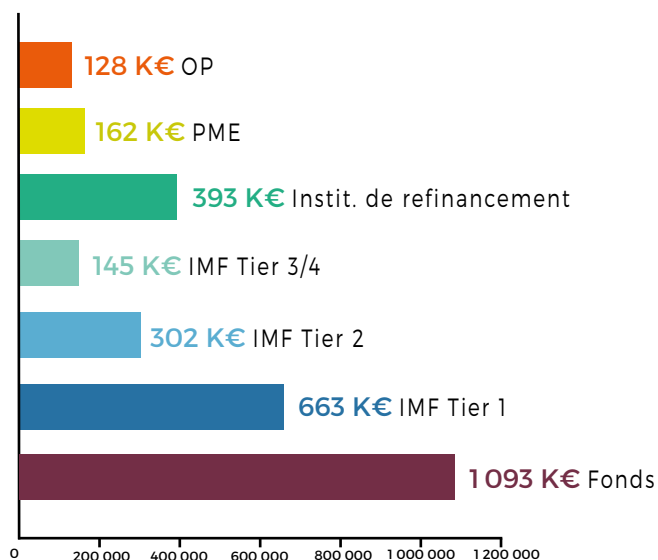
Ainsi, fin 2018 :

- seuls quatre pays représentent plus d'1,5 millions d'euros d'encours (Kosovo, Ouganda, Pérou, Mali)
- aucune institution (hors FEFISOL) ne représente plus de 6% du portefeuille
- l'investissement moyen par partenaire respecte le niveau de risque propre à chaque type de partenaire.

PARTAGE DU RISQUE (portefeuille moyen sur l'année hors fonds)	2017	2018
Part du portefeuille dans les pays en crise	26 %	37 %
Part du nombre de partenaires dont la SIDI a été le 1er investisseur international (en date)	45 %	49 %
Part du financement de la SIDI dans le portefeuille des IMF	15 %	6 %

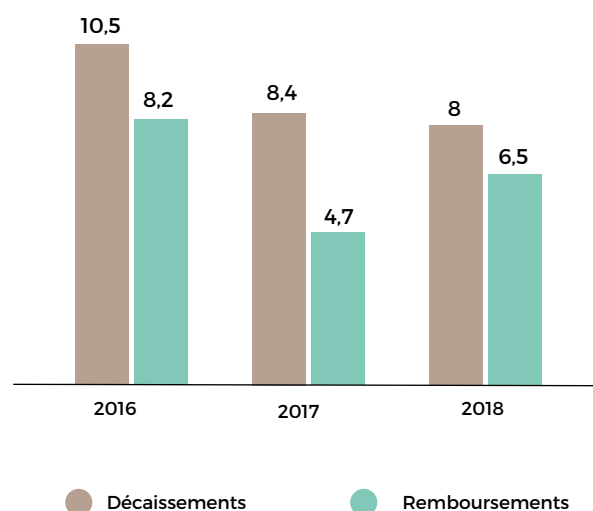
INVESTISSEMENT MOYEN PAR TYPE DE PARTENAIRE

(encours moyen / décaissements pour prêt de campagne)

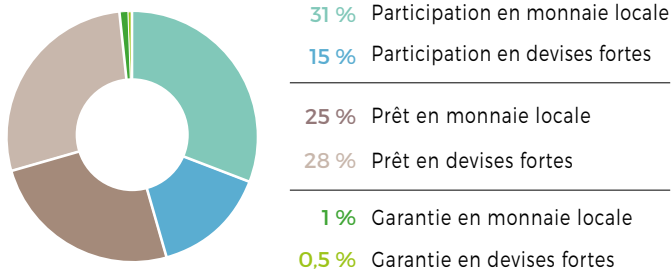


FLUX ANNUELS

(en millions d'€)



RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR TYPE D'INVESTISSEMENT



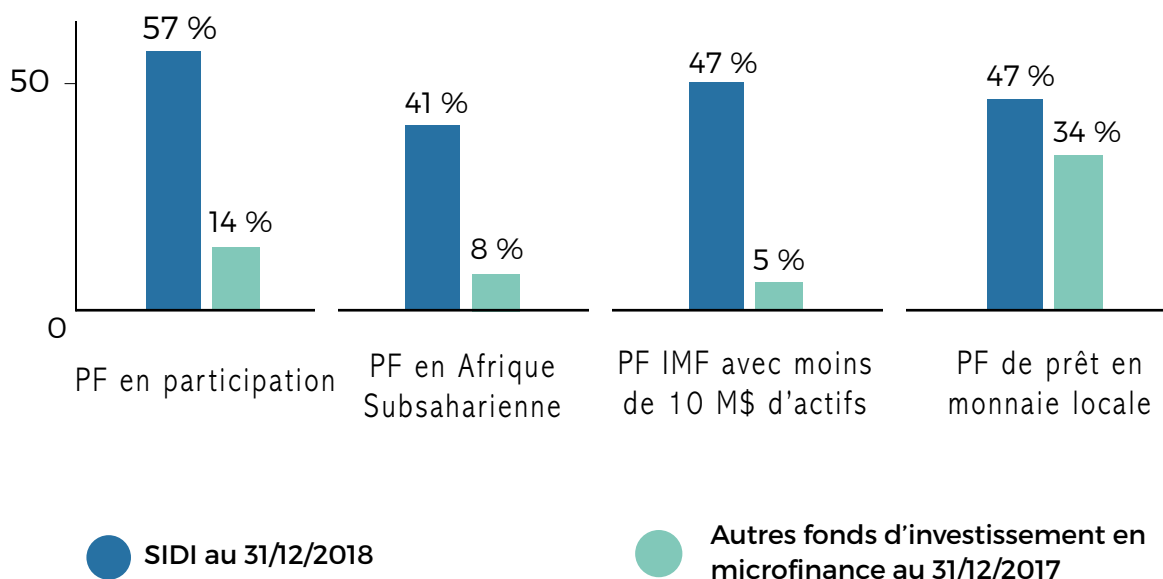
32 mois
durée moyenne des prêts en cours

Un investissement patient

La SIDI cherche à contribuer efficacement à l'amélioration durable de la viabilité économique, institutionnelle et sociale de ses partenaires. Pour ce faire, l'équipe prend le temps de comprendre les contextes locaux et de construire une relation de confiance.

La SIDI place l'engagement dans la durée au cœur de son approche, elle se projette sur le long terme et partage les risques avec ses partenaires en favorisant notamment les prises de participation. Grâce au caractère patient de son capital, la SIDI peut en outre faire preuve de flexibilité dans les montants alloués, la durée de l'investissement et les garanties sollicitées. Ce positionnement lui permet de financer des institutions socialement utiles et qui présentent des perspectives de développement à moyen terme, mais qui ne sont pas encore rentables ou interviennent dans des contextes de crise.

LE POSITIONNEMENT SOCIAL DE LA SIDI (en % de portefeuille)



Source : Symbiotics



Depuis maintenant huit ans, FEFISOL – le fonds créé par la SIDI et deux autres investisseurs sociaux européens – continue de participer à l'essor du financement rural en Afrique. Créé en 2011, avec le soutien d'une douzaine d'investisseurs institutionnels, ce fonds a permis depuis sa création d'investir 75,8 millions d'euros auprès de 87 partenaires dans 25 pays d'Afrique.

La SIDI coordonne depuis le lancement de FEFISOL l'ensemble des activités du fonds et siège au Conseil d'Administration et au Comité d'Investissement. Elle apporte des dossiers de demande de financement et assure le suivi de la relation avec les institutions financées.

Sur les 87 institutions financées par FEFISOL depuis l'origine, 45 ont été apportées par la SIDI, dont 28 ayant un encours à fin décembre (49% du portefeuille de FEFISOL). En 2018, cinq nouvelles institutions ont été financées par FEFISOL, dont deux ont été identifiées par la SIDI.

FEFISOL permet aux partenaires africains de la SIDI de bénéficier de ressources financières additionnelles, mais aussi du fonds d'Assistance Technique.

Activités de financement

Le fonds ayant pour but de contribuer prioritairement au financement d'institutions opérant dans les zones les moins desservies d'Afrique, les objectifs suivants lui sont assignés :

- Se focaliser sur l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien : minimum 75% du portefeuille doit y être investi,
- Cibler des IMF dont la mission est de fournir des services financiers aux micro-entrepreneurs, majoritairement ruraux, exclus des services bancaires,
- Cibler des Organisations de Producteurs (OP) et les PME rurales (20% du portefeuille), dont celles développant des activités à l'export notamment via les réseaux du commerce équitable et de l'agriculture biologique,
- Proposer une offre de services financiers adaptés, sous forme de prêts à moyen terme (3/5 ans), dont

au moins 80% en monnaie locale, et de prises de participation.

Au 31 décembre 2018, son portefeuille s'élève désormais à 26,5 millions d'euros, investis auprès de 39 IMF et 10 OP, dans 23 pays d'Afrique. Les investissements réalisés se sont faits dans le respect des objectifs précédemment évoqués.

Ainsi, au 31 décembre 2018 :

- 92% du portefeuille bénéficie à l'Afrique subsaharienne,
- 53% du portefeuille est investi dans des structures intervenant prioritairement en milieu rural,
- 69% est investi dans des IMF Tier 2 et 3 et 16% dans des OP,
- 76% de ces investissements sont faits en monnaie locale.

Assistance technique

Afin de renforcer la viabilité de ses clients, FEFISOL a été doté d'un fonds d'assistance technique essentiellement financé par la Banque Européenne d'Investissements et le Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique de PROPARGO.

Cette enveloppe permet de fournir aux IMF et OP clientes de FEFISOL une assistance sur mesure, qui peut prendre la forme d'audits et d'études, de formations, d'appui à la mise en place d'outils, d'échanges entre organisation similaires sur des thèmes comme la gestion des ressources humaines ou encore la gouvernance. A fin 2018, le budget de la Facilité s'élève à 1,9 millions d'euros, financé principalement par la BEI et la PROPARGO.

Renforcer la stratégie de positionnement d'HOFOKAM en Ouganda

HOFOKAM est une IMF implantée dans la région Ouest de l'Ouganda. Créée en 2003, elle a d'abord déployé des programmes de microcrédit auprès de caisses villageoises (prêts de groupes, caution solidaire) avec le soutien actif des diocèses. Elle est aujourd'hui bien ancrée dans le paysage local et agit majoritairement en zones rurales en consacrant près de 30% de son portefeuille à l'agriculture. HOFOKAM vise l'émancipation de ses clients en proposant une large gamme de produits financiers mais aussi des services non financiers tels que des formations à la gestion de l'épargne, du crédit et à l'entrepreneuriat. Aujourd'hui encore, l'IMF démontre l'importance qu'elle accorde aux populations rurales et isolées à travers sa méthodologie de prêt à des groupements. Les membres de ces caisses villageoises représentent en effet la moitié des emprunteurs actifs d'HOFOKAM pour un encours de 12% de son portefeuille.

FEFISOL a soutenu l'IMF à partir de 2017 par un prêt de 368 000 euros en shillings ougandais lui permettant d'élargir sa portée et son action d'inclusion financière dans la zone. En 2018, HOFOKAM a également fait appel à FEFISOL pour un appui technique visant à renforcer sa politique marketing.

Le défi était de mieux répondre aux besoins des clients d'HOFOKAM en adaptant les produits proposés. FEFISOL a ainsi permis à l'équipe d'HOFOKAM d'être accompagnée par un cabinet de conseil spécialisé dans le marketing commercial qui a réalisé une enquête de satisfaction de sa clientèle. D'après cette enquête et les recommandations du cabinet, HOFOKAM a pu établir une politique marketing solide et a lancé la mise en œuvre d'un plan d'actions sur trois ans. En plus de permettre à l'IMF d'améliorer les produits et les services qu'elle propose, ce projet d'accompagnement a renforcé la compréhension de cet enjeu auprès des différents organes de direction et de coordination.

PORTEFEUILLE FEFISOL PAR PAYS AU 31/12/2018 EN EUROS

PAYS	MONTANT en €	% du portefeuille
Angola	884 877	3%
Bénin	914 694	3%
Burkina Faso	2 806 419	11%
Cameroun	819 827	3%
Ghana	131 150	0,5%
Côte d'Ivoire	4 638 596	17%
Kenya	4 605 824	17%
Madagascar	1 447 334	5%
Malawi	66 845	0,3%
Mali	71 759	0,3%
Maroc	990 113	4%
Niger	1 318 684	5%
Rép. Démoc. du Congo	203 384	1%
Rwanda	710	0,003%
Sénégal	1 135 745	4%
Sierra Leone	292 222	1%
Afrique du Sud	851 287	3%
Tanzanie	1 195 679	5%
Togo	381 123	1%
Tunisie	1 259 505	5%
Ouganda	1 970 813	7%
Zambie	437 561	2%
Zimbabwe	92 901	0,4%
TOTAL	26 517 053	100%



26,5 millions € investis



49 partenaires



23 pays d'Afrique

Les instances au 31/12/2018

La SIDI est une Société en Commandite par Actions : parmi ses actionnaires, un commandité a été désigné par l'Assemblée Générale, qui s'est vu confier des pouvoirs étendus dans le respect de sa mission sociale. Le commandité est la société SIDIGestion SAS présidée par Martial LESAY.

La gouvernance de la SIDI repose sur 3 instances complémentaires

Le Comité de Gérance 3 membres

Valide ou non les propositions d'engagements (financier et appui technique) préparées par l'équipe opérationnelle de la SIDI.

Dominique LESAFFRE
Président du Comité de Gérance

Jean-Baptiste COUSIN
Gérant

Maximilien de MEULENAERE
Gérant

Le Conseil de Surveillance 12 membres

Composé d'actionnaires non commandités, il surveille l'activité de la société et de la gérance et remet le rapport de gestion annuel de la SIDI.

Jacques DEMONSANT
Président

Mohamed-Ali MZALI
Caisse des Dépôts et
Consignations

Marie Anne CHARRE
Congrégation des Filles de
Jésus de Kermaria

Françoise BEAUMONT
Congrégation des Filles
du Saint-Esprit

Sylvie ROUSSET
Congrégation Sainte-Clotilde

Karine PINGET
Crédit Coopératif

Philippe COQUART

Jean-Yves CARADEC
Epargne Solidarité Développement

François LEGAC

Hocine
TANDJAOUI

Marc RAFFINOT

Christian
WEEGER

Le Comité de Concertation et d'Orientation 9 membres

Veille au respect de la charte éthique de la SIDI et s'associe à l'élaboration du plan stratégique.

Patrick SAURAT
CCFD-Terre Solidaire

Christiane VANVINCQ
Congrégation de la Xavière

Françoise BEAUMONT
Congrégation des Filles du Saint-Esprit

Jacques DEMONSANT et Philippe LOIRET
Epargne Solidarité Développement

Elisabeth OBERSON
Congrégation des Soeurs Auxiliatrices des Âmes du
Purgatoire

Sylvie BUKHARI DE PONTUAL
CCFD-Terre Solidaire

Gabriele GIUGLIETTI
Banca Popolare Etica

Anne-Marie MONNERAYE
Congrégation des Filles de Jésus
de Kermaria

Martial LESAY
SIDIGestion SAS

L'équipe des salarié.e.s

Directeur Général



Dominique LESAFFRE

Coordination opérationnelle



Catherine
BELLIN-SCHULZ

Responsable de
l'Accompagnement



Estelle
MARCOUX

Responsable de la
Performance Sociale et
Environnementale



Julie
TORRES-SZANTYR

Responsable
des Partenariats
Internationaux



Anne-Sophie
BOUGOUIN

Responsable de la
Stratégie Financière

Chargé-e-s de Partenariats



Jean-Marie
CAVARROC



Justine
MAYTRAUD



Philippe
MASSEBIAU



Frédéric
FOULON



Emmanuel
VUILLOD



Catherine
BELLIN-SCHULZ



Natasha
OLMI



Pierre
GACHES



Quentin
LECUYER



Manon
PLOUCHARTE



Gabrielle
ORLIANGE



Estelle
MARCOUX

Fonctions support



Anaïs
DUFOUR

Analyste Performance
Sociale et
Environnementale



Clara
MICHON

Chargée de
communication et de
relations actionnaires



Laurent
CHÉREAU

Responsable
communication et
administration



Stéphane
DURVILLE

Chargé de
portefeuille



Malika
OUARAB

Comptable



Christine
RICHEROL

Assistante de
Direction



Dominique
PASSARIELLO

Assistante aux
opérations



Aïda
ALARCÓN SÁNCHEZ

Assistante aux
opérations

Coordination de la Fondation ACTES



Catherine
BELLIN-SCHULZ

Coordination du Fonds FEFISOL



Anne-Sophie
BOUGOUIN
Directrice



Silvia
CORNACCHIA
Responsable de
portefeuille



Iness
NOUIRA
Responsable
Administrative



Gabrielle
ORLIANGE
Chargée d'assistance
technique et de
Performance Sociale et
Environnementale

Bilan au 31/12/2018

En milliers d'euros

ACTIF	EXERCICE au 31/12/2018	EXERCICE 2017	PASSIF	EXERCICE au 31/12/2018	EXERCICE 2017
ACTIF IMMOBILISE			CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Logiciels	-	-	Capital	26 842	25 164
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			Réserves		
Installations, agencements	27	31	Réserve légale	2 202	2 202
Matériel de bureau et informatique	10	9	Autres réserves	2 543	3 069
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			Résultat de l'exercice	495	-526
Participations	14 988	12 904			
Prêts	11 338	11 309			
Autres immobilisations financières	155	155			
Intérêts courus sur prêts	103	106			
TOTAL (I)	26 621	24 515	TOTAL (I)	32 083	29 909
ACTIF CIRCULANT			PROVISIONS		
			Provisions pour risques de change	-	134
			Autres provisions	216	172
CREANCES			TOTAL (II)	216	306
Clients	104	103			
			DETTES		
Cofinancement : AT FEFISOL	200	270	CCA - Actionnaires	4	5
Autres : Etat	38	106	Actionnaire - SIDIGestion	10	10
Débiteurs divers	135	61	FID - Fonds de garantie ¹	2 448	2 503
			CCA - Personnes morales	874	874
			CCA - Personnes physiques	335	335
			Emprunts (Billets à Ordre) ²	2 527	2 278
			Concours bancaires ³	960	1 348
			Sous-total Dettes à long terme	7 157	7 352
TRÉSORERIE			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80	74
Valeurs mobilières de placement	10 684	10 320	Dettes fiscales et sociales (URSSAF etc.)	444	598
Disponibilités	2 705	3 743	Investissements à réaliser en 2019	87	323
Caisse	8	7	Autres dettes	169	31
			Sous-total Dettes courantes	779	1 025
COMPTES DE REGULARISATION			COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	20	30	Produits constatés d'avance	281	562
TOTAL (II)	13 895	14 639	TOTAL (III)	8 217	8 939
TOTAL GENERAL (I à II)	40 516	39 154	TOTAL GENERAL (I à III)	40 516	39 154

Après déduction des provisions sur prêts et participations (679 K€)

La trésorerie de la SIDI se compose notamment :

- du FID ainsi que ses revenus accumulés (2,4 M€)
- du dépôt à terme pour le partenaire Fincoop au Chili (150 K€)
- de l'enveloppe de garantie BNP (700 K€ pour le financement de garanties)
- du fonds d'assistance technique de FEFISOL (92 K€)
- des comptes courants en France et à l'étranger, euros, dollars, monnaies locales (7,6 M€)

Sur cette enveloppe, 1,7 millions concernent des financements avalisés mais non encore décaissés au 31/12/2018.

> 1 - « Fonds d'Incitation au Développement » : réserve abondée par le CCFD-Terre Solidaire et une Congrégation, pour couvrir notamment les impayés à haut risque

> 2 - Dont 2,3 millions issus de fonds d'épargne solidaire

> 3 - Ligne de crédit résultant d'une alliance avec Banca Etica pour le financement de partenaires de la SIDI

Compte de Résultat au 31/12/2018

En milliers d'euros

	2018	2017	
Produits d'exploitation			
Contribution CCFD - Terre Solidaire	945	1 119	Contribution du CCFD-Terre Solidaire (liée aux revenus du Fonds Commun de Placement «faim et développements») pour financer les activités d'accompagnement
Cofinancements	44	44	
Cofinancements - Assistance Technique FEFISOL	219	238	Montants engagés en 2018 pour l'appui aux partenaires réalisé par FEFISOL
Prestations partenaires - FEFISOL	284	280	Mandat de gestion du fonds FEFISOL assumé par la SIDI
Sous total : Chiffre d'affaires	1 493	1 681	
Produits du portefeuille (jetons de présence, commissions...)	91	70	
Produits d'activités	30	63	
Reprise de provisions & transfert de charges	33	57	
Total des produits	1 646	1 871	
Charges d'exploitation			
Charges d'exploitation courante	787	765	
Frais de personnel	1 702	1 753	
Dotations aux amortissements	11	17	
Dotations pour charges	44	15	
Subventions accordées	44	37	
Prestations de service pour l'Assistance technique FEFISOL	219	238	Correspond aux cofinancements FEFISOL constatés en produits
Autres charges	21	43	
Total des charges	2 829	2 868	Dont 1 756 K€ de charges liées aux partenariats
Résultat d'exploitation	-1 183	-997	
Produits financiers			
Revenus du portefeuille (prêts et participations)	1 536	1 485	
Revenus de placement	66	42	
Revenus du F.I.D.	19	350	
Gains de change	213	0	
Gains de change liés au portefeuille	94	61	
Reprise de provisions	930	153	Reprises liées à la diminution du risque financier de plusieurs partenaires
Autres produits	3	2	
Total des produits	2 863	2 094	
Charges financières			
Dotations pour risques financiers	37	-	
Dotations pour risques financiers sur participations	235	1 081	
Intérêts sur emprunts	64	31	
Intérêts sur compte courant	7	-	
Pertes sur participation	829	-	Pertes liées à la dissolution de Tembeka en Afrique du Sud et à la restructuration de Financoop au Chili
Cessions actions - Valeur Mobilière Placement	17	3	
Pertes de change	3	253	
Pertes de changes liées au portefeuille	218	254	
Total des charges	1 410	1 623	
Résultat financier	1 453	471	
Produits exceptionnels	228	-	Compensation partielle du capital chez Financoop au Chili
Charges exceptionnelles	3	-	
Résultat exceptionnel	225	-	
Impôts sur le résultat	-	-	
Résultat net	495	-526	

La S.A. SOFIDEEC BAKER TILLY, commissaire aux comptes, membre de la CRCC de Paris, représentée par le commissaire aux comptes Jean-Yves MACE, a certifié sans réserve les comptes annuels de la SIDI, clos au 31 décembre 2018.

Tableau des partenariats

	PAYS	PARTENAIRE	TYPE	FINANCEMENT SIDI EN 2018 (€)	PORTEFEUILLE SIDI AU 31/12/2018 (€)
BASSIN MÉDITERRANÉEN	Continent	COOPMED	Instit. de refinancement	500 000	500 000
	Liban	AL'MAJMOUA	IMF Tier 1	876 501	876 501
		F TTL	Entreprise sociale (agriculture)	215 927	346 422
	Maroc	AL AMANA	IMF Tier 1		81 772
		ATTADAMOUNE	IMF Tier 3		
	Palestine	ACAD FINANCE	IMF Tier 2	438 250	822 782
		ASALA for Credit and Development	IMF Tier 2		196 306
		DAMAN	Fonds de garantie		104 497
Tunisie	ENDA TAMWEEL	IMF Tier 1	670 433	1 070 433	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	Continent	FOPEPRO	Instit. de refinancement		495 330
	Bolivie	SEMBRAR SARTAWI	IMF Tier 2	500 000	1 013 281
	Chili	FINANCOOP	IMF Tier 2		153 953
	Colombie	AGROSOLIDARIA	Instit. de refinancement		56 500
		CENCOIC	OP	129 556	
		CONSOLIDAR	IMF Tier 4		100 220
	Equateur	BANCODESARROLLO	IMF Tier 1	40 367	703 560
		BANCOSOLIDARIO	IMF Tier 1		165 355
		CAAP	Instit. de refinancement		43 916
		COPROBICH	OP	129 415	129 415
		FONMSOEM	OP	109 411	273
	Haïti	COOPCAB	OP		
		FECCANO	OP		
		KNFP	Promoteur de Muso		
		KOFIP	Promoteur de Muso		
	Nicaragua	Financiera FDL	IMF Tier 1	222 203	1 113 943
	Panama	SICSA	Instit. de refinancement		1 217 899
	Pérou	CAFE PERU	Entreprise sociale (agriculture)		841 195
		CREDIFLORIDA	IMF Tier 2		347 117
FORTALECER		Instit. de refinancement	5 763	447 281	
PROEMPRESA		IMF Tier 1	1 060 955	1 060 955	
Uruguay	SAINDESUR	IMF Tier 4		108 679	
EUROPE	Continent	SEFEA	Instit. de refinancement		211 000
	Kosovo	KRK	IMF Tier 2	700 000	1 519 977
	Moldavie	MICROINVEST	IMF Tier 2		187 062
ASIE	Laos	FONDS COOPERATIF	IMF Tier 3		153 476
	Vietnam	ECOLINK	Entreprise sociale (agriculture)		
MONDE	Monde	KAMPANI	Instit. de refinancement	75 000	150 000

*Nouveau partenaire

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

Production : SIDI - 12 rue Guy de la Brosse - 75005 Paris - Tel : 01 40 46 70 00

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre | Coordination rédactionnelle : Laurent Chéreau et Clara Michon | Conception graphique : Clara Michon | Photos SIDI | Photos couverture et pp. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 21, 25 : crédits Philippe Lissac | Photos pp. 18 et 22 : crédits Thierry Brésillon | Illustrations : Freepik et Agence Galilée | Impression : Technicom

PAYS	PARTENAIRE	TYPE	FINANCEMENT SIDI EN 2018 (€)	PORTEFEUILLE SIDI AU 31/12/2018 (€)
Continent	FEFISOL	Instit. de refinancement		4 145 000
	RESEAU MAIN	Réseau		62
Afrique du Sud	SEF	IMF Tier 2	215 517	521 033
Burkina Faso	ASIENA	IMF Tier 3		
	PAMF Burkina	IMF Tier 2		402 465
	PRODIA	IMF Tier 2		
	SINCO	Entreprise sociale (énergie)		99 333
	SINERGI Burkina	Capital-risque		76 225
	UBTEC	IMF Tier 2		
	VIIM BAORE	OP		
Burundi	CAPAD	Promoteur de Muso		
	COPEP	Promoteur de Muso		
	ISHAKA	IMF Tier 3		43 842
	SOCOFA	Entreprise sociale (agriculture)		
Cameroun	CECAW	IMF Tier 2		
Côte d'Ivoire	COOPARA	OP		
Éthiopie	HARBU	IMF Tier 3	154 250	154 250
Guinée	CRG	IMF Tier 2		171 576
	WOKO	OP		16 109
Madagascar	NUTRIZAZA	Entreprise sociale (nutrition)		100 529
	PHILEOL	Entreprise sociale (agriculture)		44 814
	SIPEM	IMF Tier 2		272 927
	UCLS	OP	695 454	150 000
	VAHATRA	IMF Tier 3		153 893
Malawi	MLF MALAWI	IMF Tier 3	86 804	86 804
Mali	AOPP	OP		
	BMS SA	Instit. de refinancement		552 469
	KAFO JIGINEW	IMF Tier 2		1 000 000
	NYESIGISO	IMF Tier 2		
Mozambique	IKURU	OP		123 688
Niger	ACEP NIGER	IMF Tier 3	304 898	304 898
	FCMN-NIYA	OP		240 308
	FUCOPRI	OP	134 917	79 165
	KOKARI	IMF Tier 3		
	SINERGI	Capital-risque		125 770
	TAANADI	IMF Tier 2		64 338
Ouganda	CENTENARY BANK	IMF Tier 1		475 424
	HOFOKAM	IMF Tier 2		161 425
	KATERERA	OP		129 930
	KIBINGE	OP	87 650	87 650
	SEMULIKI	OP		115 417
	SMF EA	Instit. de refinancement		1 166 322
Rep. Démoc. du Congo	CCRD	IMF Tier 4		17 645
	COOCEC	Instit. de refinancement		113 690
	KALUNDU	IMF Tier 3		
	KAWA KABUYA	OP	108 657	108 657
	MUSO BUKAVU	Promoteur de Muso		
	MUSO UVIRA	Promoteur de Muso		
Rwanda	ABKC	OP	86 088	
	KOPAKAMA	OP		156 090
Sénégal	KAYER	Entreprise sociale (énergie)		22 868
	PAMECAS	IMF Tier 1	500 000	500 000
	SEN'FINANCE	Instit. de refinancement		
Tanzanie	MUCOBA	IMF Tier 2		144 760
	MVIWAMBI	OP		127 057
	YETU	IMF Tier 2		435 800
Togo	FECECAV	IMF Tier 3		60 529
	MAPTO	OP		
	UCMECS	IMF Tier 2		121 959
	WAGES	IMF Tier 2		83 847
Zimbabwe	UNTU	IMF Tier 2		94 996

La SIDI est membre des réseaux d'acteurs suivants :



Suivez-nous sur :

